

Introduction

Quel avenir pourrions-nous imaginer pour le Congo un peu plus de 60 ans après le 30 juin 1960, jour de l'Indépendance du Congo ? Les relations bilatérales entre la Belgique et le Congo ont évolué en dents de scie dans un contexte géopolitique complexe et tentaculaire :

– Hier, bipolarité Est Ouest – l'Union Soviétique et les États-Unis ;

– Aujourd'hui, multipolarité, qui tient compte de l'UE, du BRICS – Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud.

Il convient d'ajouter la Géopolitique sous-régionale des pays de la SADC – Afrique du Sud, Angola, Botswana, Mozambique, Namibie, Tanzanie, Zambie, entre autres.

Dès lors, pour répondre à la question posée, il semble utile de faire un examen de conscience critique objectif c'est-à-dire :

– Accepter la réalité qui a égrené les relations entre la Belgique et le Congo.

– Assumer cette réalité avec toute la franchise nécessaire.

– Avoir le courage de mettre fin à l'hypocrisie qui a régné bien trop souvent.

Il y a l'Histoire, et il y a les faits qui ont animé cette Histoire dans les élans d'espérance et dans les moments de désespoir, dans les actes de bravoure et dans les trahisons. Il va de soi que l'on ne peut réécrire l'Histoire mais, pour construire l'avenir, toute sagesse recommande que l'on tire les leçons du passé.

Comment y parvenir, dans quel état d'esprit ?

Pour ma part, j'ai toujours prôné le principe de l'éthique réciproque, à savoir : ce qui est acceptable en Occident – et donc en Belgique –, au nom du droit, de la démocratie et de la morale, doit l'être au Congo, au nom du droit, de la démocratie et de la morale. Ce principe constitue, à mon avis, la base essentielle pour maintenir des relations justes et équilibrées.

Nous voilà face à un vaste Congo, pays stratégique qui compte dans le monde, mais dont la construction de la conscience nationale est inachevée ; de l'autre côté, la Belgique qui joue dans la cour des grandes puissances en raison de l'importance qu'elle a tirée en tant que Mère Patrie du Congo Belge.

Nos deux peuples, Congolais et Belges, s'apprécient, il faut le souligner. Des liens indéfectibles se sont tissés dans toutes les couches sociales entre les deux peuples. Il ne s'agit donc pas de les opposer, mais d'examiner les réalités qui ont provoqué, durant des décennies, des relations en dents de scie entre les deux pays dans nos gouvernances respectives. En effet, c'est au niveau des dirigeants politiques que le problème semble se poser. De ce point de vue, les responsabilités sont partagées.

J'ai souvent constaté que sur la route vers l'avenir, la Belgique roulait régulièrement à gauche avec le volant à droite, tandis que le Congo roulait à droite avec le volant à gauche. Mais bien souvent, conduit par des chauffeurs irresponsables, inconscients, sans permis de conduire, incapables d'anticiper, le véhicule congolais restait à l'arrêt ! L'opinion nationale

congolaise découvrait ensuite que, dans le coffre du véhicule de la Belgique, se trouvaient des bagages contenant des documents d'expertise sur le Congo, des solutions politiques diverses et des cartes géographiques pour « aider » les Congolais à juguler les crises successives que le pays traversait. Il y avait aussi des blocs-notes avec des noms de candidats encouragés par la Belgique à se placer ici ou là dans le microcosme politique congolais, sans oublier des projets de Coopération au développement, très attractifs, certes.

La conséquence de cette témérité belge amenuise, du côté congolais, la capacité d'initiative, la confiance en soi et, pour tout dire, elle effrite toute possibilité de consolidation de la conscience nationale. Pendant ce temps, les pluies diluviennes finissent par engloutir le véhicule à l'arrêt.

Les observateurs avertis se sont toujours demandé, comment, dans ces conditions, il était possible de faire la part des choses d'un côté comme de l'autre, entre les intérêts d'État bien compris et la Raison d'État qui peut justifier que l'on viole le Code de la route parce qu'il s'agit du Congo !

Je me souviens d'une phrase de Nelson Mandela, Prix Nobel de la Paix, qui disait : « Ce qui est fait pour nous, que d'autres ont décidé sans nous, est en réalité contre nous. Soyons des êtres actifs ».

Je me souviens aussi d'André Dumont qui disait : « L'Afrique noire est mal partie ! ». Il précisait sa pensée en soulignant : « Respecter le décolonisé, c'est d'abord lui dire la vérité, même si elle est dure et cruelle ».

Et moi, personnellement, j'ajouterai : « Respecter l'ancien colonisateur c'est aussi lui dire la vérité ».

Quant à mon propre beau-père, le vieux M'Poyo Matthieu, ancien travailleur de l'Union Minière du Haut Katanga UMHK, il disait à ses enfants : « Nul ne peut vous dire qu'il vous aime alors qu'il n'aimait pas votre père ! »

Il retournait parfois cette phrase en précisant sans ambages : « Celui qui prétend vous aimer, alors qu'il détestait votre père, n'est pas sincère, il est capable de vous tuer ! Soyez prudents ! »

Ce qu'il faut noter d'emblée dans les relations entre la Belgique et le Congo, est une constante derrière chaque crise majeure.

Cette constante est le décor de violence. Je reste persuadée qu'il existe une énigme. Si l'on prend la période récente à partir de l'assassinat de Mzee Laurent Désiré Kabila, survenu le 16 janvier 2001, curieusement, la Belgique en avait fait l'annonce en primeur sur les chaînes de télévision alors qu'à Kinshasa, l'opinion n'en savait encore rien. Cette date du 16 janvier elle-même interpelle, puisqu'elle rappelle une autre date, celle de l'assassinat de Patrice Emery Lumumba le 17 janvier 1961. Donc 50 ans plus tôt, quasi jour pour jour. Le Coup d'État installe au pouvoir Joseph Kabila, présenté comme le fils de Mzee, un parfait inconnu sur l'échiquier politique congolais. Un certain nombre de compatriotes n'ont pas manqué de donner leurs analyses de cet épisode en interprétant l'annonce en primeur de l'assassinat de Mzee par la Belgique comme un mot de code, un signal pour dire : ça y est, allons-y !

Tout a basculé ensuite en faveur du Rwanda car, depuis tout ce temps, le Congo n'a fait que perdre et le Rwanda n'a fait qu'accroître ses menaces de déstabilisation contre le pays.

Lorsqu'en 2005 le Ministre belge des Affaires Étrangères Mr Karel De Gucht trouva

un moyen pour alerter les Congolais sur la véritable identité de Joseph Kabila, il fut écarté du Gouvernement belge et recasé à la Commission européenne.

Dix-huit ans plus tard, le même Joseph Kabila obtenait une faveur de la part de la Communauté internationale pour désigner un dauphin : ce sera un nouveau coup d'État d'un genre inédit. La mort de Mr Étienne Tshisekedi Wa Mulumba, Président de l'UDPS, ouvrira la voie au dauphin de Joseph Kabila. Ce sera Félix Antoine Tshilombo Tshisekedi... Nous connaissons la suite.

C'est dire si ces vingt dernières années furent un cauchemar pour tous les Congolais ! Moi-même, j'en ai voulu à Dieu d'avoir abandonné le Congo, ce pays pour lequel mon père a sacrifié sa vie. J'en ai également voulu au « Hasard » qui ne voulait pas du Congo, lui non plus, mais qui a plutôt permis à la même coalition gouvernementale belge de gagner toutes les élections à chaque législature et rester ainsi au pouvoir. Seuls les agresseurs du Congo, depuis deux décennies, ont bénéficié de ce Graal ! Le Hasard, ce compagnon de route qui a cruellement manqué au peuple congolais !

J'aimerais développer les cycles qui ont conditionné le rôle de la Belgique et du Congo :

- a) Le Contexte Géopolitique d'hier
- b) Le Contexte Géopolitique d'aujourd'hui
- c) Les écueils qui ont jalonné et jalonnent encore ce parcours bilatéral
- d) Le Paradoxe des usages protocolaires
- e) Les responsabilités partagées
- f) L'accord UE Rwanda
- g) Les dernières élections en RDC et leur impact sur les relations bilatérales